

Cuba-Etats-Unis : un rapprochement en trompe-l'œil ?

34 /// 27 avril 2015

A l'attention du lecteur • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.
Directeur de publication : Véronique Schultz.

« *Todos somos Americanos* » (« *Nous sommes tous des Américains* ») : c'est par cette phrase prononcée en espagnol le 17 décembre dernier, depuis son bureau ovale, que le président des Etats-Unis Barack Obama a rouvert la voie à une normalisation des relations diplomatiques avec Cuba, rompues depuis 1961. Historique, l'initiative de la Maison blanche a été saluée à l'échelle internationale. Elle n'en reste pas moins le fruit de calculs dictés par des considérations tactiques¹.

1. FAITS

Une annonce spectaculaire pour un moment historique. Incontestablement, ce « *coup de théâtre diplomatique* »², annonciateur d'une nouvelle politique de réengagement américain vis-à-vis de Cuba, constitue un tournant à la symbolique extrêmement forte. Qualifiée par l'ancien président uruguayen José Mujica d'« *équivalent de la chute du mur de Berlin pour l'Amérique latine* »³, cette décision, saluée par l'ensemble de la communauté internationale y compris par des dirigeants ordinairement détracteurs des politiques de Washington dans la région – dont le président vénézuélien Nicolas Maduro – est un moment historique. En effet, elle met un point final au long épilogue de guerre froide « tropicale » entre Cuba et les Etats-Unis, initiée unilatéralement en janvier 1961 par le président américain Dwight Eisenhower. Celui-ci avait rompu les relations diplomatiques avec l'île castriste qui, à partir de février 1962, aura à subir un blocus à la fois économique, commercial et financier décrété par le nouveau

président, John Fitzgerald Kennedy, en réponse à l'installation de missiles soviétiques sur l'île.

Conditions et coulisses de ce rapprochement. La surprenante reprise de dialogue entre Washington et La Havane, sorte de « *tête-à-queue diplomatique* »⁴, ne s'est toutefois pas faite sans conditions ni interventions. Du côté cubain, les autorités ont dû libérer Alan Gross, ancien employé de l'Agence américaine pour le développement international (USAID)⁵ condamné à quinze ans de prison en 2011 pour espionnage, ainsi qu'un officier de renseignement prisonnier depuis vingt ans. En échange, le gouvernement américain a accepté de relâcher trois agents cubains. Ces gestes immédiats, qui demeurent « *a modest agreement* »⁶, ont été présentés comme justifiant la décision du rapprochement. Auparavant, des indices de ce dégel avaient pourtant pu être notés⁷ : en décembre 2013, le président Obama avait échangé avec Raúl Castro une poignée de main - furtive - lors d'une cérémonie en hommage à Nelson Mandela en Afrique du Sud ; le 16 mai 2014, la sous-secrétaire d'Etat Roberta Jacobson s'entretenait à Washington avec la directrice Amérique du ministère des Affaires étrangères cubain, Josephina Vidal, pour envisager la possibilité d'un échange inédit de détenus ; le 19 mai, sous le titre *Support Civil Society in Cuba*, quarante-quatre personnalités (parlementaires, hauts fonctionnaires et officiers supérieurs à la retraite, hommes d'affaires) adressaient à Obama une lettre ouverte⁸ formulant seize recommandations destinées à développer les contacts avec la société cubaine, malgré l'hostilité du Congrès, seul habilité à

¹ BASSAMAGNE MOUGNOK, Cyprien. Réchauffement diplomatique entre Cuba et les Etats-Unis : des clés pour comprendre la stratégie du président Obama. *Observatoire des Amériques*, mars 2015. Consulté le 01/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QV5>

² KANDEL, Maya. Obama libéré ? Todos somos Americanos et autres surprises de fin d'année. *Froggy Bottom*, 24 décembre 2014. Consulté le 01/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QV6>

³ Cité par Maya KANDEL, *ibid.*

⁴ KOURLIANDSKY, Jean-Jacques. Cuba-Etats-Unis, à la recherche du temps perdu. *IRIS*, 18 janvier 2015. Consulté le 01/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QV7>

⁵ L'USAID est considérée par le régime cubain comme une courroie de transmission de l'opposition et notamment des professionnels des médias. Cf. TROUDI, Mohammed Fadhel. Cuba-Etats-Unis, entre statu quo et difficile normalisation. *Géostratégiques*, n° 41, 4^{ème} trimestre 2013, p. 131-132.

⁶ FRIEDMAN, George. The Geopolitics of U.S.-Cuba Relations. *Stratfor Global Intelligence*, 23 décembre 2014. Consulté le 01/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QV8>

⁷ HOWLETT-MARTIN, Patrick. Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane. *Le Monde diplomatique*, n° 728, novembre 2014, p. 20-21.

⁸ Disponible sur : <http://urlz.fr/1SbS>

lever l'embargo ; le 11 octobre 2014, un éditorial du *New York Times* enjoignait à Washington d'en finir avec l'embargo ; enfin, plus récemment, la médiation personnelle du pape François, Argentin d'origine, aurait été décisive. En effet, si le processus de normalisation a commencé en toute discrétion au printemps 2013 sous l'égide du Canada, le Vatican a confirmé l'envoi de deux lettres du pape aux présidents Castro et Obama, ainsi que la réception au Saint-Siège de délégations des deux pays en octobre 2014⁹.

L'annonce spectaculaire du 17 décembre ne doit cependant pas masquer la difficulté à résorber cinquante années de relations conflictuelles. Les deux diplomates chargées de tirer les conséquences du dégel, R. Jacobson et J. Vidal, en font l'expérience depuis plus de deux mois. Après une rencontre à Washington le 27 février faisant état de « progrès », les négociations restent complexes en raison des obstacles politiques et techniques encore à surmonter¹⁰. La Maison blanche a pris quelques résolutions destinées à assouplir l'état de siège économique qui pèse sur Cuba : ainsi, le 16 janvier dernier, des mesures dans les domaines touristique, financier et des télécommunications sont bien entrées en vigueur. Elles constituent donc un signal positif et confirment la volonté des Etats-Unis d'en finir avec une politique reconnue désormais comme anachronique et contre-productive. Toutefois, ces mesures ne mettent pas un terme immédiat aux sanctions économiques¹¹.

2. CONTEXTE

Obama fragilisé et sous pression. Ce « grand rapprochement », aussi tardif soit-il, arrive « sans doute au juste moment » selon le journaliste Philippe Lançon¹². Il semble même que le calendrier ne soit en rien anodin¹³, surtout pour un président Obama fragilisé tant au niveau de la politique intérieure qu'au plan international. Sur le **plan intérieur**, outre le revers subi le 4 novembre dernier aux élections de mi-mandat (*Midterms*), qui ont vu le parti républicain remporter le Sénat alors que celui-ci contrôlait déjà la Chambre des représentants, le président des Etats-Unis a dû faire face à un nouveau scandale concernant la CIA. Au terme de cinq ans d'enquête, un rapport de plus de six mille pages du Comité exécutif du renseignement du Sénat¹⁴ concernant les méthodes de détention et d'interrogation de l'agence et rendu public le 9 décembre 2014, soit exactement une semaine avant l'annonce du rapprochement avec Cuba, a de nouveau révélé la brutalité

de méthodes qualifiées par la sénatrice démocrate Dianne Feinstein de « torture ». Cette révélation, alors que la promesse de fermer la base de Guantanamo (située à l'extrémité sud-est de l'île de Cuba) n'est à ce jour toujours pas tenue, constitue après l'affaire Snowden (2013), un élément supplémentaire à charge contre l'image de marque des Etats-Unis dans le monde. Sur le **plan international**, la pression se fait également ressentir pour le gouvernement Obama. Le 28 octobre 2014, lors de la dernière Assemblée générale des Nations unies à Washington, La Havane a reçu pour la 23^{ème} fois le soutien de l'écrasante majorité des pays membres de l'ONU qui ont demandé la levée de l'embargo américain sur Cuba, sans légitimité internationale selon eux : sur 192 Etats, 188 se sont prononcés pour la suspension¹⁵. Par ailleurs, en décembre 2014, à l'occasion du Sommet de la Communauté caribéenne (CARICOM) qui s'est tenu à La Havane, les Etats membres ont invité le président Obama à lever immédiatement cet embargo. Enfin, la perspective du Sommet des Amériques alors prévu les 10 et 11 avril 2015 à Panama représentait une pression supplémentaire, quand on sait que le Mexique et la Colombie, alliés traditionnels des Etats-Unis, ont averti Barack Obama qu'ils boycotteraient ce rendez-vous si Cuba n'y était pas invité¹⁶. En effet, le précédent Sommet d'avril 2012 à Carthagène (Colombie) s'était déjà tenu sans les représentants de l'île. Or, tous les pays latino-américains demandent la réintégration dans les institutions régionales de La Havane, exclue en 1961 de l'Organisation des Etats américains. Malgré le réexamen en juin 2009 de cette décision d'exclusion, Washington reste cependant peu flexible quant à la réintégration complète de Cuba, réclamant de sa part le respect de la charte des droits de l'homme de l'Organisation, signée le 11 septembre 2001¹⁷. Paradoxalement, « c'est donc plutôt les Etats-Unis qui se trouvent isolés dans la région par cette suspension des relations depuis 1961 »¹⁸ au bénéfice de Cuba, soutenu dans le monde entier.

Cuba : une reconnaissance et une réputation internationales. Confronté à de sérieux problèmes d'infrastructures en matière de télécommunications, de routes et de transports, c'est peu dire que Cuba a particulièrement souffert de cet embargo. Et si l'urgence est à la recherche de solutions pratiques aux problèmes économiques, ces derniers n'ont toutefois pas empêché ce petit territoire des Caraïbes de se projeter sur la scène internationale¹⁹. Sa capacité à sortir de l'étau dans lequel il est pris est, à ce titre, assez surprenante. Associé aux diverses manifestations diplomatiques latino-américaines, Cuba est depuis la fin de la Guerre froide un acteur de paix

⁹ Le rôle du pape François dans le rapprochement de Cuba et des Etats-Unis. *La Croix*, 18 novembre 2014. Consulté le 01/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QV9>

¹⁰ PARANAGUA, Paulo ; PARIS, Gilles. Entre Cuba et les Etats-Unis, des négociations complexes. *Le Monde.fr*, 28 février 2015. Consulté le 02/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QVa>

¹¹ LAMRANI, Salim. Rapprochement Cuba/ Etats-Unis : perspectives et obstacles (1/2). *Centre de recherche sur la mondialisation*, 26 février 2015. Consulté le 02/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QVc>

¹² LANCON, Philippe. Cuba-Etats-Unis : le goût aigre-doux du boléro, *Espaces latinos*, 7 janvier 2015. Consulté le 02/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QVd>

¹³ DABENE, Olivier. Normalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis. *Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes – Sciences Po, s.d.* Consulté le 02/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QVf>

¹⁴ Voir : <http://www.intelligence.senate.gov/study2014/sscistudy1.pdf>

¹⁵ KOURLIANDSKY, Jean-Jacques. Cuba, un embargo traité médicalement. *IRIS*, 31 octobre 2014. Consulté le 07/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QVp>

¹⁶ Lors du 7^{ème} Sommet des Amériques, qui s'est tenu aux dates susmentionnées, Cuba était finalement présent. Malgré une poignée de main échangée entre Obama et Castro, ce dernier a montré une certaine virulence à l'égard des Etats-Unis. Cf. MANSUY, Guy. Les faits de l'actualité latino-américaine du 1^{er} au 11 avril 2015. *Espaces latinos*, 15 avril 2015. Consulté le 20/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1S04>

¹⁷ *La Revue d'Etudes*, n° 1056, août 2014, p. 39.

¹⁸ KOURLIANDSKY, Jean-Jacques. Cuba : vers un rapprochement timide ou un renversement des rapports ? *IRIS*, 23 janvier 2015. Consulté le 07/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QVg>

¹⁹ *Courrier international*, n° 1273, 26 mars-1^{er} avril 2015, p. 33-34.

internationale. Ainsi, dès la fin des années 1980, le pays a aidé à résoudre des conflits d'Afrique australe et d'Amérique latine. Actuellement, c'est à La Havane même que se déroulent les négociations entre Bogota et les FARC²⁰. En 2014, les pays de la Communauté des Etats latino-américains et caribéens (CELAC), présidée par Cuba, s'étaient tous plaints de voir apparaître le régime castriste sur la liste des pays terroristes. Opposée à de tels recensements, établis de manière unilatérale, la CELAC a d'ailleurs expressément demandé aux Etats-Unis, le 7 mai 2014, de cesser cette pratique²¹. A cela, s'ajoutent les très nombreux accords intergouvernementaux signés par Cuba : 155 pays, qui sont ou ont été concernés, accueillent ainsi plus de 42 000 docteurs et personnels soignant en raison du savoir-faire médical et humanitaire cubain, reconnu à l'échelle mondiale depuis longtemps. Récemment, la Secrétaire générale de la Commission des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) a pu rendre hommage à Cuba pour son aide contre l'épidémie d'Ebola. Elle a été suivie, assez étonnamment, par le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui n'a pas hésité à souligner le 17 octobre 2014 « le rôle d'avant-garde de Cuba dans la bataille contre [le virus] »²². En réalité, sur le continent américain seuls les Etats-Unis n'entretenaient plus de relations diplomatiques avec Cuba : le Canada et le Mexique, membres de l'ALENA²³, ainsi que tous les pays d'Amérique latine, entretiennent des relations suivies avec l'île depuis l'effondrement de l'URSS. Parfaitement intégré dans les réseaux de coopération intergouvernementale, comme les conférences ibéro-américaines depuis 1991²⁴, Cuba a la volonté de diversifier et de renforcer ses partenariats internationaux. A titre d'exemple, depuis 2000 La Havane et Caracas ont opéré un rapprochement afin de tisser des liens aussi bien politiques qu'économiques²⁵. Le Brésil aussi, 6^{ème} puissance économique mondiale, est devenu un partenaire essentiel de l'île en aidant notamment Cuba à se repositionner dans le trafic maritime de la zone Caraïbes. Quant à la Chine, avec plus de deux milliards de dollars d'échanges annuels, elle est le deuxième partenaire de Cuba, juste derrière le Venezuela qui, malgré sa situation de faiblesse actuelle²⁶, peut fournir jusqu'à 100 000 barils de pétrole brut par jour.

3. ENJEUX

Les enjeux pour Cuba. Pour Raúl Castro, les enjeux sont prioritairement **économiques**. Si l'on excepte quelques secteurs dynamiques comme le tourisme, la coopération médicale et les biotechnologies, un constat s'impose : Cuba doit faire face à « une économie fossilisée » où, d'une manière générale, la « population est réduite à la débrouille »²⁷. En effet, malgré la mise en œuvre de mesures d'ouverture économique²⁸, les réformes lancées depuis deux ans n'ont pas produit les effets escomptés. Cuba ayant désespérément besoin d'investissements étrangers et sa population davantage besoin « de haricots que de fusils »²⁹, la perspective de voir augmenter le montant des transferts monétaires vers l'île est réconfortante pour le régime : les transactions économiques vont ainsi être facilitées avec, notamment, l'utilisation de cartes de crédit, le droit d'exporter du matériel de télécommunication ou de construction et un montant de marchandises importées porté à 400 dollars par personne. A terme, ces mesures vont contribuer à améliorer le quotidien des Cubains³⁰ dont le salaire moyen est de 20 dollars par mois³¹. Il sera désormais possible aux émigrés d'envoyer de l'argent à leur famille (*remesas*) restée à Cuba, à hauteur de 2 000 dollars par trimestre et non plus 500, ce qui permettra sans doute aux Cubains, compte tenu des nouvelles lois adoptées en vue d'assouplir la vie économique, de monter des PME ou des petites affaires. Du côté du tourisme, la flexibilité sera plus grande et de plus en plus de citoyens américains pourront se rendre sur l'île en ayant la possibilité d'utiliser leur carte de crédit, ce qui était exclu auparavant. En outre, la perspective de commercer avec Cuba, restreinte à quelques secteurs comme l'agriculture et la pharmacie, va désormais s'élargir et profiter à un autre secteur d'activité, celui de la construction³². Dernièrement, devant le Congrès, le président américain a vivement incité les parlementaires à mettre fin aux sanctions économiques³³ visant l'île. Mais sa marge de manœuvre reste, au final, assez ténue : en dépit de puissantes prérogatives, le président des Etats-Unis ne peut en effet lever les mesures d'embargo sans un vote du Congrès, hostile pour le moment à cette perspective³⁴. Enjeux économiques, mais aussi **enjeux politiques** pour Cuba qui

²⁷ HOWLETT-MARTIN, Patrick, *op. cit.*, p. 21.

²⁸ Accédant formellement au pouvoir en 2008, et plus pragmatique et réaliste que son frère Fidel, Raúl Castro s'est appuyé sur le modèle de gestion développée. Ce « système de perfectionnement entrepreneurial » (SPE) qui s'inspire du management occidental, vise à plus d'efficacité. Il a notamment conduit l'armée à s'investir dans les secteurs clés de l'économie. Cf. LETRILLART, Philippe, *op. cit.* p. 287-288.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ DABENE, Olivier, *op. cit.*

³¹ KOURLIANDSKY, Jean-Jacques. Cuba : vers un rapprochement timide ou un renversement des rapports ? *op. cit.*

³² *Ibid.*

³³ Ces sanctions reposent notamment sur la loi Helms-Burton (1996) qui interdit l'entrée du territoire américain aux hommes d'affaires étrangers et à tout actionnaire tirant un bénéfice des propriétés confisquées aux Américains par le régime castriste. Cette loi fait suite à la loi Torricelli (1992) adoptée sous la présidence de George Bush et interdisant toute forme de commerce avec l'île, sauf urgence humanitaire.

³⁴ Au Congrès, des élus originaires de Cuba, aussi bien démocrates (R. Menendez, A. Sires, J.-A Garcia) que républicains (R. E. Cruz, M. Rubio, tous deux candidats potentiels à la Maison blanche) militent contre un rapprochement avec l'île. Cf. HOWLETT-MARTIN, Patrick, *op. cit.*, p. 21.

²⁰ KOURLIANDSKY, Jean-Jacques. Cuba : vers un rapprochement timide ou un renversement des rapports ? *op. cit.*

²¹ LAMRANI, Salim. Rapprochement Cuba/Etats-Unis : perspectives et obstacles (2/2). *Centre de recherche sur la mondialisation*, 2 mars 2015. Consulté le 07/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/IQVj>

²² KOURLIANDSKY, Jean-Jacques, *op. cit.*

²³ Accord de libre-échange nord-américain.

²⁴ KOURLIANDSKY, Jean-Jacques, *op. cit.*

²⁵ LETRILLART, Philippe. Le crépuscule des populismes (1). Dans *RAMSES 2015. Le défi des émergents*. Paris : Dunod, 2014, p. 289.

²⁶ Ce n'est certainement pas un hasard si, depuis le 9 mars 2015, Obama a rendu public un acte exécutif stigmatisant le Venezuela. Selon ce décret présidentiel, Caracas est soumise à des sanctions en raison de la « menace exercée sur la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis ». Pourtant, le Venezuela ne détient pas d'armement atomique, n'a pas de programme nucléaire et n'a pas l'intention de s'en doter. Cf. KOURLIANDSKY, Jean-Jacques. Un Sommet des Amériques sous influence iranienne. *IRIS*, 22 mars 2015. Consulté le 07/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/IQVk>

sera supprimé de la liste noire établie par Washington des Etats soutenant le terrorisme où il figure depuis la présidence Reagan (1982), aux côtés de l'Iran ou du Soudan. Cette mesure aura une conséquence non négligeable : elle annulera automatiquement un certain nombre de sanctions et Cuba sera éligible à l'assistance économique des Etats-Unis, l'administration américaine ne s'opposant donc plus à l'octroi de prêts à la Banque mondiale³⁵. Parmi les autres enjeux et points d'achoppement potentiels : celui de l'indemnisation. Cuba cherche en effet à obtenir des compensations financières (il est question de 1 000 milliards de dollars) pour le coût causé par les sanctions économiques contre l'île depuis 1959³⁶. Mais d'autres aspects politiques sont également en jeu pour Raúl Castro : l'abrogation de la loi d'Ajustement cubain de 1966³⁷; la fin du financement - à hauteur de 20 millions de dollars par an - de l'opposition interne cubaine³⁸; ou encore la fin des transmissions de Radio et TV Marti, respectivement créées en 1983 et 1990 par le gouvernement fédéral dans le but d'inciter la population à se soulever contre le pouvoir en place. Quant au cas de l'ex-policier Luis Posada Carrilès, jugé responsable d'une centaine d'assassinats à Cuba et d'action terroriste contre l'île, il représente un point de discorde potentiel dans la mesure où les Etats-Unis refusent encore de le juger³⁹.

Les enjeux pour les Etats-Unis sont de plusieurs ordres. Ils sont d'une part **économiques**⁴⁰. Le fait que certaines grandes entreprises américaines (American Airlines, Hilton, Pepsi, etc.)⁴¹ se réjouissent de la décision d'Obama est peu surprenant au regard de la perspective de conquête de nouveaux marchés face à des concurrents émergents déjà en place, comme le Brésil. Le patronat américain avait d'ailleurs anticipé dès le mois de mai 2014 : l'un de ses principaux dirigeants, Thomas Donohue, s'était rendu à La Havane avec des chefs d'entreprise pour estimer son niveau d'ouverture économique. A son retour, apparemment convaincu du potentiel observé sur place, il s'était adressé au président Obama pour l'inciter à assouplir le dispositif des sanctions⁴². Hormis le puissant lobby conduit par l'« AmCham » (la Chambre américaine du commerce), l'effervescence contre l'embargo est aussi très présente au sein du lobby agricole, notamment pour l'Association des fermiers américains et pour les Etats céréaliers qui, en quête de nouveaux débouchés pour leurs excédents, exercent des

pressions continues sur les autorités américaines⁴³. S'il est admis qu'« *en règle générale, les Etats-Unis préfèrent à l'occupation militaire l'emprise économique* », notamment par « *l'entremise de groupes industriels et financiers puissants* »⁴⁴, dans le cas de Cuba les enjeux sont aussi **politiques** pour Obama. Au plan national et plus particulièrement électoral, outre une opinion publique très largement favorable au rapprochement avec la « Perle des Antilles »⁴⁵, Cuba constitue, dans l'optique de la présidentielle américaine de 2016, un enjeu loin d'être négligeable. En effet, la riche et influente diaspora cubaine (entre 5 et 8% de l'électorat) pourrait représenter un vote déterminant dans un Etat-clé pour la course à la Maison blanche⁴⁶ : la Floride. Mais les enjeux se révèlent également **stratégiques**. Car ce réchauffement diplomatique pourrait s'avérer profitable aux Etats-Unis d'un point de vue sécuritaire, depuis qu'a été signé en juillet 2014 un accord de coopération Cuba-Russie, autorisant le retour des troupes russes sur l'île (base de Lourdes). La présence russe sur le territoire cubain suscitant beaucoup d'inquiétudes du côté américain, Obama souhaite donc exercer un droit de regard sur les activités de Moscou sur l'île et préserver ainsi, à partir de Cuba, la sécurité des Américains⁴⁷. Selon le journaliste Bill Gertz, la décision d'un rapprochement avec La Havane aurait d'ailleurs été précipitée par cet accord, qui va permettre à Moscou de rouvrir la station d'écoute de Lourdes, fermée en 2001 pour des raisons budgétaires. En outre, les services de renseignement des Etats-Unis estiment que les bombardiers nucléaires russes TU-95, qui avaient survolé le Pacifique très près des côtes américaines en 2014, pourraient plus facilement patrouiller au-dessus des Caraïbes, voire même se poser au Venezuela, allié de Cuba⁴⁸. Cherchant ainsi, en raison de la crise ukrainienne, à rompre son isolement diplomatique et militaire en passant des accords avec deux voisins des Etats-Unis, la Russie fait un retour fracassant au sommet des priorités américaines, passant du statut de partenaire à celui de rival dans la dernière *National Security Strategy*, en date de février 2015⁴⁹. En dernier lieu, les enjeux sont d'ordre **personnel** pour Barack Obama. Alors que son dernier mandat touche à sa fin, il est permis de penser qu'à travers cette décision, le 44^{ème} président des Etats-Unis cherche à laisser sa marque dans l'Histoire⁵⁰. Certains de ses prédécesseurs s'étaient essayés à une telle entreprise de normalisation, sans réel succès : Jimmy Carter en 1977 ou Bill Clinton qui, en 1998, avait déclaré que Cuba ne représentait plus une menace pour son pays. Selon toute vraisemblance, c'est le nom d'Obama qui pourrait être associé à Cuba pour la postérité.

³⁵ DABENE, Olivier, *op. cit.*

³⁶ LAMRANI, Salim, *op. cit.* (1/2).

³⁷ Cette législation stipule que tout Cubain ayant émigré aux Etats-Unis après le 1^{er} janvier 1959, légalement ou pas, pacifiquement ou par la violence, obtient automatiquement au bout d'un an et un jour le statut de résident permanent.

³⁸ Clandestine de 1959 à 1991, cette politique est désormais publique et assumée depuis l'adoption de la loi Toricelli de 1992.

³⁹ Policier sous la dictature de Batista et ancien agent de la CIA ayant participé à l'invasion de la Baie des Cochons, les accusations portées par Carrilès, qui vit aujourd'hui à Miami, sont confirmées par... l'intéressé lui-même. Cf. LAMRANI, Salim (2/2), *op. cit.*

⁴⁰ MILLER Ashley ; PICCONE Ted. U.S. takes a positive « negative » approach to trade with Cuban entrepreneurs. *Brookings*, 19 février 2015. Consulté le 09/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1QVm>

⁴¹ HALIMI, Serge. Leçons d'un embargo. *Le Monde diplomatique*, janvier 2015. Consulté le 09/04/2015. Disponible sur : <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/01/HALIMI/51930>

⁴² HOWLETT-MARTIN, Patrick, *op. cit.*, p. 21.

⁴³ TROUDI, Mohammed, *op. cit.*, p. 139.

⁴⁴ BUGNON-MORDANT, Michel. *L'Amérique totalitaire. Les Etats-Unis et la maîtrise du monde*. Lausanne : Favre, 1997, p. 55-60 ; p. 81.

⁴⁵ Selon un sondage publié en janvier 2015 par le Pew Research Center, 63% des Américains appuieraient la nouvelle politique de Washington à l'égard de Cuba. Cf. BASSAMAGNE MOUGNOK, Cyprien, *op. cit.*

⁴⁶ KANDEL, Maya, *op. cit.*

⁴⁷ BASSAMAGNE MOUGNOK, Cyprien, *op. cit.*

⁴⁸ GERTZ, Bill. Intel concerns about Russia-Cuba ties preceded Obama's deal to dismantle sanctions. *The Washington Times*, 17 décembre 2014. Consulté le 22/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1Sdl>

⁴⁹ GREVI, Giovanni. Patient, prudent, strategic ? The 2015 United States National Security Strategy. *FRIDE*, n° 194, février 2015. Consulté le 20/04/2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/1RMz> L'intégralité de la NSS est consultable sur : <http://urlz.fr/1S4H>

⁵⁰ BASSAMAGNE MOUGNOK, Cyprien, *op. cit.*